

NEPAD

DEJA ESSOUFFLE ?

Présenté comme la solution miracle sensée redonner du souffle à une Afrique en mal de développement, le NEPAD peine à décoller véritablement en dépit de quelques acquis. De là à lui prédire un destin similaire à celui du plan de Lagos, le traité économique africain ou d'autres initiatives, il n'y a qu'un pas que certains ont vite franchi. A tort ou à raison.

Résultat de la fusion du Plan du millénaire présenté par le président Sud africain Thabo Mbéki et les chefs d'Etats nigérian et algérien auquel s'est ensuite joint l'Egyptien Hosni Moubarak, avec le Plan Omega du Sénégalais Abdoulaye Wade, le Nouveau Partenariat pour le Développement Economique de l'Afrique (NEPAD), suscite aujourd'hui beaucoup de réactions négatives. On est vite passé de l'enthousiasme des premiers jours aux critiques les plus virulentes. Loin de remettre en cause l'initiative en tant que tel, il semble bien que c'est la démarche adoptée depuis le départ par les parrains de ce projet qui soit véritablement en cause en même temps que la procédure de financement considérée aliénante. Au delà de ce scepticisme ambiant, le NEPAD semble faire son petit bonhomme de chemin. Pour quels résultats ? C'est une autre paire de manche. Car il est difficile de dire aujourd'hui si la stratégie adoptée permettra d'atteindre les objectifs assignés initialement à ce projet d'envergure.

Selon ses initiateurs, le NEPAD vise à fonder une nouvelle relation de partenariat entre l'Afrique et la communauté internationale et en particulier les pays fortement industrialisés. Ce nouveau partenariat vise deux objectifs majeurs. Premièrement il s'agit d'éradiquer la pauvreté en Afrique et placer les pays africains, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durable pour mettre ainsi un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation. Deuxièmement, il s'agit de promouvoir le rôle de la femme dans toutes les activités. Ces deux objectifs devront se traduire entre autres faits par une croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) de plus de 7% pour les 15 prochaines années, une réduction de moitié du pourcentage de gens vivant dans des conditions d'extrême pauvreté à l'horizon 2015 etc.

Pour atteindre ces objectifs, le NEPAD définit une série de conditions que les gouvernements africains doivent réaliser comme préalables à un développement durable en Afrique. Ces conditions sont présentées sous la forme de deux initiatives : l'initiative pour la paix, la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance et l'initiative pour la gouvernance économique et la gouvernance des entreprises. C'est une telle mouture que les Chefs d'Etats africains ont présenté en juillet 2001 pour la première fois aux pays industrialisés lors du sommet du G8 de Gênes en Italie qui a été sanctionné par un projet de plan d'action pour l'Afrique appelé plan d'action de Gênes ciblant huit secteurs prioritaires ou le G 8 pourrait apporter une contribution immédiate. Au nombre de ceux ci, l'allègement de la dette ; la santé et le VIH/Sida ; la productivité agricole ; commerce, investissement, croissance et développement durable ; bonne gouvernance politique et économique ; paix et sécurité etc. Ce plan approuvé par le sommet de Kananaskis au Canada en juin 2002 après le sommet de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement, est conçu « *pour soutenir les objectifs et initiatives formulés dans le NEPAD. Chacun des chefs d'Etats membres du G 8 s'est alors engagé à former des partenariats renforcés avec*

les pays africains qui adhèrent au NEPAD ».

De leur côté les initiateurs s'activaient. Ils ont décidé de s'organiser en cinq zones (nord, sud est, ouest et centre) et ont identifié dix thèmes prioritaires : bonne gouvernance publique; bonne gouvernance de l'économie privée ; infrastructure ; éducation ; santé; nouvelles technologies de l'information et de la communication ; agriculture ; environnement ; énergie ; accès aux marchés des pays développés et diversification des produits.

Au delà du comité de pilotage dirigé par le professeur sud africain Wiseman Nkuhlu, chacun des cinq parrains a hérité d'un certain nombre de ces thèmes. A titre d'exemple le Nigeria a hérité de la bonne gouvernance économique quant le Sénégal s'occupe pour sa part des infrastructures, de l'énergie, de l'environnement et des ntic. Les 15, 16 et 17 avril 2002 avait lieu au Sénégal la conférence de Dakar sur la participation du secteur privé au financement du NEPAD. Au cours de ce sommet consacré aux priorités dévolus à ce pays, bien des projets dont l'autoroute transcôtère (4560 km) reliant Nouakchott à Lagos, le chemin de fer d'interconnexion reliant le Benin, le Burkina, le Niger et le Togo ont fait l'objet d'évaluation chiffrés oscillant entre deux et dix milliards de dollars.

D'autre part avant le sommet du G8 d'Evian sensé initialement marquer un grand tournant dans la mise en oeuvre du NEPAD, les africains ont mis en place « la revue par les pairs », c'est à dire un mécanisme de contrôle des engagements et des performances de chaque pays africain.

« A Gênes le caractère novateur et prometteur du NEPAD a été reconnu. A Kananaskis en 2002, un plan d'action un plan d'action a été élaboré affirmant que nul pays engagé dans la réalisation des objectifs du NEPAD, ne doit manquer de ressources pour les atteindre. La prochaine étape c'est donc Evian ou cet engagement réciproque doit commencer à être appliqué » affirmait le président français Jacques Chirac lors du sommet franco africain de février dernier . En définitive ce sommet d'Evian aura laissé plus d'un observateur sur sa faim. A titre d'exemple le financement de la lutte contre le SIDA et le dossier sur l'accès aux génériques par les pays du Sud n'ont guère avancé.

Lusaka, Gênes, Kananaskis, Evian sont autant de repères pour le NEPAD, porteurs d'espoirs qui tardent à prendre forme.

« ...Dans ce contexte nouveau, nous espérons voir les partenaires au développement de l'Afrique s'attaquer aux nouveaux problèmes cruciaux qui freinent son développement. Premièrement nous attendons de ce partenariat nouveau qu'il se traduise par une augmentation substantielle du flux d'aide vers l'Afrique. Deuxièmement en ce qui concerne l'allègement de la dette, il est essentiel de suivre attentivement la mise en œuvre de cette initiative de sorte qu'elle se traduise effectivement par un niveau soutenable de la dette. Troisièmement, l'amélioration de l'accès aux marchés pour les exportations africaines, revêt une importance cruciale pour les perspectives de développement de l'Afrique » déclarait notamment le président du groupe de la BAD, M Omar Kabbaj en mai 2002. Un an après, ces inquiétudes soulevées et destinées à réaliser les objectifs du NEPAD, sont plus que d'actualité.

Seule satisfaction au tableau, l'augmentation du niveau de l'aide publique au

développement (APD) indiquant dans une certaine mesure que la conférence de Monterrey a porté ces fruits. En effet selon le dernier rapport sur le développement édité par le PNUD, l'APD a été porté à 67 milliards de dollars contre 52,3 milliards en 2001 ; soit près de 15 milliards de dollars en plus représentant sensiblement les seize milliards de dollars que les pays riches s'étaient engagés à ajouter désormais annuellement au montant de l'aide. Toutefois l'Afrique ne bénéficiera sous conditions dans le cadre du NEPAD, que de six milliards de dollars d'aide supplémentaire. Alors qu'il est établi « que pour diminuer de moitié l'incidence de la pauvreté en Afrique d'ici l'an 2015, le continent a besoin de combler un déficit annuel de 12% de son PIB soit 64 milliards de dollars devant provenir de l'extérieur ».

Même si le président nigerian M Olusegun Obasanjo assurait en mars dernier que le succès du NEPAD ferait taire ces détracteurs, il faut convenir qu'il y a des raisons d'en douter. Et les sceptiques s'en donnent à cœur joie.

D'abord certaines attitudes des pays du Nord sont de nature à conforter le doute. Non seulement l'accès au marché est fermé mais les pays occidentaux accordent des subventions colossales à leurs agriculteurs pénalisant du coup les productions africaines. Ces subventions sont passées de 182 milliards de dollars en 1995 à environ 360 milliards de dollars en 2001 dans les trente pays membres de l'OCDE et correspondent au Produit intérieur brut de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en 1999. L'ouverture du marché et l'accès des produits reste donc encore une vue de l'esprit et l'entrée en vigueur de la directive européenne relative à l'introduction de 5 % de matières grasses autres que le beurre de cacao dans la fabrication du chocolat n'inspire guère à l'optimisme.

Les initiateurs du NEPAD n'hésitent pas à affirmer que le financement du développement passe notamment par le biais des investissements privés à plus long terme. Pourtant celui-ci ne cesse de baisser en Afrique subsaharienne passant par exemple de 8 milliards de dollars en 1999 à 6,5 milliards en 2000. Une situation qui ne surprend du reste guère à cause justement de l'instabilité socio politique chronique de cette région.

Au Total il est reproché au NEPAD d'être un mystère pour la société civile qui aurait pourtant due en être un partenaire incontournable, de s'inscrire dans un schéma neo libéral incapable de sortir l'Afrique de la crise du développement, de trop dépendre de l'extérieur pour son financement, de reposer sur le G 8 et ses conditions unilatérales rappelant étrangement tant dans la forme que dans le fond, la façon de procéder de la Banque Mondiale et du FMI.

Ce remède hybride, africain dans sa conception et occidental dans son exécution saura t il guérir l'Afrique ? Mieux vaut croiser les doigts.

par Koné Soungalo

<http://www.ouestafriqueeconomie.com>